

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

Rapport d'activité sur la chaîne de valeur



V1 PÉRIMÈTRE DU RAPPORT SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

La thématique Chaîne de valeur et Société se concentre sur les impacts potentiels de notre entreprise sur la société au travers de ses activités, de ses produits et de ses services. Toutes les entités du groupe sont prises en compte pour le reporting. Nous nous concentrons principalement sur nos activités directement liées à la mobilité propre et au recyclage, mais d'autres initiatives ciblant les fournisseurs, les clients ou la société font l'objet d'un suivi et d'un reporting adéquats, soit via des communications telles que ce Rapport annuel, soit au travers d'autres canaux de communication spécifiques.

V2 MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

La garantie d'un volume adéquat de matières premières est un facteur essentiel à la viabilité de notre offre de produits et de services et à notre capacité à réaliser nos objectifs de croissance Horizon 2020. Les risques et les opportunités varient considérablement d'une business unit à l'autre. C'est pour cette raison que nous avons adopté une approche décentralisée en cette matière. En ce qui concerne l'accès aux matières premières critiques et notre capacité à garantir leur approvisionnement de manière éthique et durable, nous voulons miser sur l'avantage concurrentiel.

IDENTIFICATION DES MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

En 2016, neuf des onze business units ont dressé un inventaire de leurs matières premières critiques en vue de la réalisation des objectifs Horizon 2020.

Chaque business unit a été invitée à suivre un processus en trois étapes :

- Définition des critères applicables à la matière première propre à l'activité de la business unit ;
- Identification des matières premières très exposées à une restriction des approvisionnements, compte tenu des critères choisis ;
- Calcul de l'impact du risque d'approvisionnement identifié sur les objectifs Horizon 2020.

Vingt et un critères d'approvisionnement, couvrant divers aspects de la durabilité, ont été soumis aux business units comme base pour l'inventaire. Ces critères peuvent se regrouper sous les thèmes suivants :

- Aspects EHS ou réglementaires de la matière première
- Concentration sur le marché ou restrictions dans le pays d'origine
- Aspects éthiques et conflits potentiels avec le code de conduite en lien avec la matière première
- Indisponibilité due à l'épuisement du minerai
- Contraintes physiques au point d'origine.

MESURES D'ATTÉNUATION

Cinq des neuf business units qui ont procédé à une analyse de la criticité ont déjà mis en place des mesures d'atténuation.

Ces mesures peuvent varier selon les matériaux et la position que la business unit occupe sur le marché. Pour cinq d'entre elles, le processus d'identification des matières premières critiques a déjà débouché, en 2016, sur des plans d'action et des mesures d'atténuation spécifiques.

En 2016, un exemple se démarque en ce qui concerne le renforcement de l'avantage concurrentiel retiré des pratiques d'approvisionnement éthiques et durables. Umicore met en œuvre du cobalt dans les matériaux destinés aux batteries rechargeables, aux outils, aux catalyseurs et à plusieurs autres applications. Il y a plus d'une décennie, Umicore a élaboré et mis en œuvre une approche spécifique pour l'approvisionnement durable du cobalt. Cette approche - une première dans le secteur du cobalt - a été officialisée dans une Charte d'approvisionnement durable pour le cobalt, qui régit les achats de cette matière par Umicore dans le monde entier. En 2016, Umicore a franchi une nouvelle étape en obtenant de PwC la garantie que ses achats de cobalt ont été réalisés conformément aux conditions énoncées dans ladite Charte. Cette approche (une autre première à l'échelle du secteur) a séduit les clients de nos business units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials. Les géants mondiaux de l'électronique et de la construction automobile sont soucieux de protéger leurs marques de toute association avec une exploitation des matières premières au mépris de l'éthique. La démarche d'Umicore contribue à atténuer ces risques. Pour en savoir plus à ce sujet, veuillez consulter notre cas pratique en ligne.



V3 MINÉRAIS ISSUS DE ZONES DE CONFLIT

L'attention portée aux minerais issus de zones de conflit s'est encore renforcée en 2016 avec l'adoption, par l'UE, d'un cadre dont le champ d'application est à rapprocher de la loi Dodd-Frank de 2012 aux États-Unis. Dans ce contexte, les entreprises sont tenues de déclarer si l'étain, le tantale, le tungstène et l'or contenus dans leurs produits proviennent de la République Démocratique du Congo ou d'un pays limitrophe.

La politique d'Umicore en matière de « chaîne d'approvisionnement mondial responsable de minerais provenant de zones de conflits et à haut risque » peut être consultée ici.

En 2016, Umicore a encore fait en sorte que ses activités de production d'or soient certifiées comme étant exemptes de lien avec un conflit. La London Bullion Market Association (LBMA) a à nouveau certifié les activités de Precious Metals Refining à Hoboken et à Guarulhos en tant que fonderies « conflict-free ». Les sites de Jewellery & Industrial Metals à Pforzheim, Vienne et Bangkok sont certifiés en tant que participant au programme Chain of Custody du RJC (Responsible Jewellery Council). Les sites de Jewellery & Industrial Metals à Amsterdam et Pforzheim figurent désormais parmi les raffineurs Good Delivery de la LBMA. Même si le platine n'est pas repris sur la liste des minerais de conflit, la business unit Jewellery & Industrial Metals a réussi l'audit du RJC relatif à l'approvisionnement responsable du platine. Les sites titulaires des homologations Chain of Custody du RJC et Good Delivery de la LBMA sont habilités à figurer sur la liste de la CFSI (Conflict Free Sourcing Initiative) comme fonderie n'utilisant pas de minerais en lien avec un conflit.

Dans les chaînes d'approvisionnement complexes, de nombreux clients ont recours à la Conflict Free Sourcing Initiative à l'heure de rationaliser la procédure garantissant que les produits sont exempts de lien avec un conflit. Citons l'exemple du secteur automobile qui a vu la création d'une structure certifiant que toutes les pièces détachées d'une voiture sont exemptes de minerais de zones de conflit d'origine non certifiée. Cette procédure ne se traduit pas par une interdiction de ces minerais (étain, tantale, tungstène et or), mais cherche à créer la transparence dans la chaîne d'approvisionnement, l'objectif étant de s'assurer de la capacité à s'approvisionner en minerais sans lien avec un conflit. D'autres secteurs, comme l'électronique, mettent en œuvre des procédures identiques ou similaires.

Les clients d'Umicore sont toujours plus nombreux à demander cette garantie. Dans ce cas, nous leur fournissons les documents qui confirment le statut « sans lien avec un conflit » de nos produits. Un groupe a été créé en vue de rationaliser et d'optimiser les efforts à consentir face à cette demande croissante de la part des clients. L'échange de meilleures pratiques et la rationalisation des moyens sont au cœur de sa démarche.

V4 APPROVISIONNEMENT INDIRECT

Ce sont les business units qui achètent directement les matières premières métallifères (achats directs, voir annexes V2 et V3 pour des mesures spéciales liées à l'approvisionnement durable). Les équipes responsables des achats et du transport dans le monde s'occupent quant à elles des achats d'énergie et d'autres biens et services (achats indirects).

PÉRIMÈTRE

Les indicateurs présentés reposent sur les données 2016 de notre département Procurement & Transportation qui assure les achats indirects pour la Belgique et l'Allemagne, soit 10% du total des dépenses.

ÉVALUATION DES FOURNISSEURS

La performance en matière de développement durable de certains fournisseurs est évaluée par EcoVadis, une plate-forme collaborative reconnue qui fournit un système de notation du profil de développement durable des fournisseurs.

En septembre 2016, le département a conclu un partenariat avancé avec EcoVadis, qui lui donne un accès élargi aux évaluations de fournisseurs de cette plate-forme. Ce modèle repose sur un partage volontaire des scores par les fournisseurs. 77 scores d'évaluation ont donc été mis à la disposition de l'équipe en 2016, contre 40 en 2015. Le nombre total de scores obtenus depuis 2011 s'élève à 349.

À mesure que le marché des fournisseurs évolue en cette matière, le nombre de scores disponibles augmente et le temps consacré aux évaluations diminue, car les fournisseurs peuvent tirer parti des efforts déjà engrangés dans le domaine des rapports de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE).

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

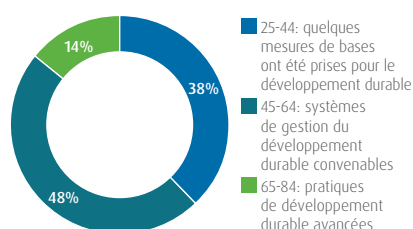


SCORE MOYEN DES FOURNISSEURS PAR THÈME

Par rapport à 2015, la proportion de fournisseurs ayant obtenu une note de 42 ou plus, qualifiés de fournisseurs « engagés en RSE », a augmenté. Ils représentent désormais 62% des évaluations disponibles, contre 42% en 2015. Aucun des scores obtenus en 2016 ne traduit de « risques élevés », alors que le nombre de fournisseurs « opportunité moyenne » est en progression. Cette tendance révèle que les fournisseurs sont toujours plus nombreux à s'organiser en faveur de la philosophie RSE et de la transparence en cette matière.

La réévaluation du groupe Umicore est prévue en 2017.

SCORE DES FOURNISSEURS À L'ÉVALUATION ECOVADIS



	SCORE MOYEN
Environnement	51,6
Relations sociales	48,4
Intégrité	43,3
Chaîne d'approvisionnement	37,8
Total	49,6

Pour en savoir plus sur la relation d'Umicore avec ses fournisseurs, consultez le chapitre « Relations avec les parties prenantes » aux pages 55 à 59 et « Performance » aux pages 29-30.

V5 PRODUITS ET SERVICES DURABLES

EFFICACITÉ DES RESSOURCES

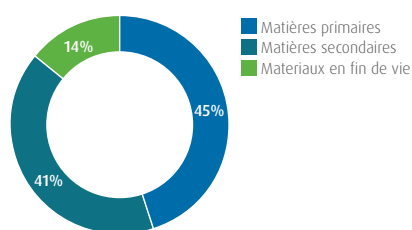
Matières premières primaires : matériaux qui ont une relation directe avec leur première durée de vie, ce qui exclut les flux de sous-produits.

Matières premières secondaires : sous-produits issus des flux de matières premières primaires.

Matériaux en fin de vie : matériaux qui ont achevé leur premier cycle de vie et feront l'objet d'un recyclage pour entamer un deuxième ou un troisième cycle de vie.

Par défaut, les approvisionnements dont l'origine est inconnue sont considérés comme des matières primaires. Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total d'approvisionnement.

EFFICACITÉ DES RESSOURCES



RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR



En 2016, 55% des matières étaient d'origine secondaire ou des matériaux en fin de vie et 45% d'origine primaire.

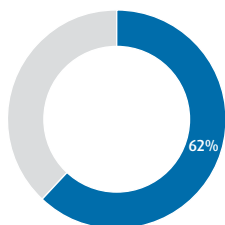
À l'entame de ce nouveau cycle de reporting, toutes les business units ont revu d'un œil critique les définitions et le périmètre des matières premières déclarées, en étroite collaboration avec EHS Corporate. Conjugué à l'effet de la cession de la business unit Zinc Chemicals sur le portefeuille de matières premières, ce réajustement de périmètre et d'interprétation des définitions a entraîné un glissement entre les matières premières secondaires et les matériaux en fin de vie. À compter de 2016, les substrats utilisés par la business unit Automotive Catalysts pour la fabrication de catalyseurs automobiles n'ont plus été considérés comme des matières premières. Cette décision a eu un impact limité sur la part des matières premières primaires.

PRODUITS ET SERVICES PARTICIPANT À CERTAINS ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En termes de produits et services durables, notre priorité va aux activités qui proposent des solutions aux grands défis posés par la mobilité propre et la raréfaction des ressources. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le chapitre consacré à notre performance Chaîne de valeur et société aux pages 30-31.

Nous avons élaboré un nouvel indicateur pour souligner notre volonté de nous concentrer sur la mobilité propre et le recyclage. En 2016, la part des revenus des activités générant des produits ou des services en lien direct avec l'une de ces deux grandes tendances s'est établie à 62,0%. À l'heure où nous œuvrons à la réalisation de nos objectifs Horizon 2020 et où nous ciblons davantage nos activités, nous pouvons nous attendre à un accroissement de ce pourcentage. Notons que de nombreux matériaux et services représentant les 38,0% restants des revenus répondent à des besoins sociétaux spécifiques tels qu'une connectivité améliorée (matériaux destinés au verre de haute qualité, écrans) ou une réduction de la consommation d'énergie (matériaux utilisés pour l'éclairage à faible consommation d'énergie comme les LED).

REVENUS ISSUS DES ACTIVITÉS LIÉES À LA MOBILITÉ PROPRE ET AU RECYCLAGE



Les business units poursuivent la mise au point de solutions spécifiques pour les aspects durables de nos produits et des applications, en étroite collaboration avec les clients. Ces initiatives sont communiquées dans le cadre des relations fournisseur-client et ne sont pas révélées en dehors de cette relation afin de protéger la propriété intellectuelle y afférente. Parmi les aspects traditionnellement abordés dans ce cadre, citons la réduction des risques liés à l'utilisation des produits, l'atténuation du risque de produits ou une utilisation plus efficace des matériaux dans la livraison ou l'utilisation de nos produits.

GESTION DE LA RÉGLEMENTATION DES PRODUITS

Dans le monde entier, les modifications apportées aux législations relatives aux produits existants ainsi que l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations sont susceptibles d'avoir des conséquences sur nos activités. Le règlement REACH européen demeure le plus pertinent pour Umicore, mais le REACH coréen gagne en importance. Umicore surveille attentivement tous les changements d'interprétation ainsi que les guides techniques, susceptibles d'avoir une incidence sur sa stratégie de déploiement REACH. La société est activement impliquée dans des groupes de travail au sein de fédérations sectorielles afin de garantir la cohérence de l'approche et la compréhension de la spécificité des métaux par les instances réglementaires et les entreprises.

Dans le cadre du suivi régulier, 18 dossiers REACH ont été actualisés en 2016 avec de nouvelles informations sur la composition, les usages ou le rapport sur la sécurité chimique (Chemical Safety Report). Douze nouveaux enregistrements ont aussi été soumis. Quelque 170 dossiers doivent encore être déposés avant juin 2018 dans le cadre de la troisième phase de la réglementation européenne REACH. Dans leur grande majorité, les dossiers sont préparés au sein de groupes de travail des consortiums sectoriels.

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

Bien que le paysage réglementaire pourrait évoluer à l'avenir, seules quelques-unes de nos substances figurent actuellement sur la liste des candidats à une homologation REACH. L'ajout d'une substance à la « liste des substances candidates » REACH est la première étape d'un processus d'évaluation scientifique rigoureuse et détaillée des risques afin de déterminer si on continue à utiliser la substance ou si on la remplace, s'il existe des alternatives économiquement et techniquement faisables (Autorisation). La majorité de nos substances figurant sur la liste des candidats étant des « intermédiaires », elles ne sont pas soumises au processus d'autorisation.

Umicore a encore étoffé sa base de fiches de données de sécurité. Cette base répertorie désormais 4180 produits et comporte des fiches de sécurité pour 110 pays et en 41 langues.

V6 DONS

PÉRIMÈTRE

Au total, 102 sites consolidés sont concernés.

C'est 13 de moins qu'en 2015, principalement en raison de la cession de la business unit Zinc Chemicals. De plus, deux bureaux commerciaux ont été délocalisés sur un site Umicore voisin, plus grand.

Pour les indicateurs sociaux, les sites déclarent les données sur l'année entière.

Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées.

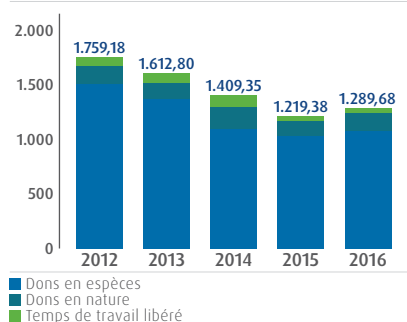
Les données antérieures (2015 et avant) n'ont pas été ajustées.

DONNÉES DU GROUPE

	UNIT	2012	2013	2014	2015	2016
Dons en espèces	EUR milliers	1.514,60	1.373,82	1.103,47	1.034,91	1.078,03
Dons en nature	EUR milliers	159,98	152,27	200,88	135,11	167,47
Temps de travail libéré	EUR milliers	84,60	86,71	104,99	49,36	44,17
Total des dons	EUR milliers	1.759,18	1.612,80	1.409,35	1.219,38	1.289,68

DONS

EUR milliers



Chaque business unit est invitée à allouer un budget annuel aux dons et aux parrainages consentis dans le cadre du programme de relations avec la collectivité de chaque site. Ce budget est censé correspondre à un montant égal à un tiers d'un pour cent de l'EBIT récurrent consolidé moyen annuel de la business unit (hors sociétés associées) des trois dernières années.

Les dons sont subdivisés en dons en espèces, dons en nature et bénévolat (temps de travail libéré). Les dons à l'échelle du Groupe sont coordonnés par un comité, qui rend compte à l'Administrateur Délégué.

RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

DONNÉES 2016 PAR RÉGION

	UNITÉ	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	ASIE- PACIFIQUE	AFRIQUE	UMICORE GROUP
Total des dons	EUR milliers	1.025,09	139,19	47,38	47,26	30,76	1.289,68

DONNÉES 2016 PAR BUSINESS GROUP

	UNITÉ	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	ACTIVITÉS NON- CONTINUÉES	CORPORATE	UMICORE GROUP
Total des dons	EUR milliers	178,27	280,77	287,93	82,34	460,36	1.289,68

En 2016, Umicore a effectué des dons pour un montant total de EUR 1.289 milliers. Au niveau des business units, le montant total de EUR 829 milliers est conforme à la recommandation de donner l'équivalent d'environ un tiers de pour cent de leur EBIT récurrent consolidé moyen annuel respectif des trois dernières années. Les dons complémentaires à l'échelle du Groupe ont atteint EUR 460 milliers.

La plupart des dons effectués par les business units servent à financer des manifestations caritatives à proximité des sites, en appui aux collectivités locales. Cependant, les sièges de certaines business units soutiennent aussi des projets philanthropiques sur d'autres continents. À l'échelle du Groupe, les dons ont une portée mondiale. En 2016, les dons du Groupe sont allés notamment à deux grands projets pédagogiques de l'UNICEF à Madagascar et en Inde, à cinq projets coordonnés par Entrepreneurs for Entrepreneurs (Philippines, Cambodge, République démocratique du Congo, Équateur, Haïti et Togo), ainsi qu'à des projets en faveur de la mobilité durable menés par des étudiants.